diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

La « communauté » libanaise en Afrique de l'Ouest. 2ème partie

mercredi 28 novembre 2012,par Xavier AUREGAN

Citer cet article / To cite this version :
Xavier AUREGAN, **La « communauté » libanaise en Afrique de l'Ouest. 2ème partie**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 28 novembre 2012.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

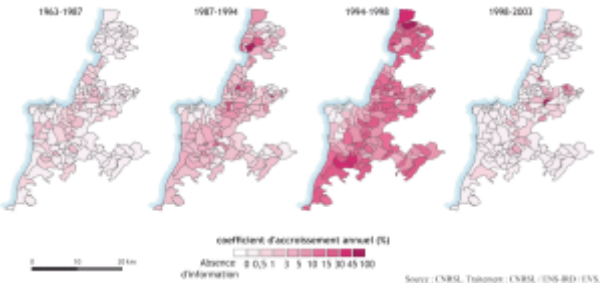
Géopolitique de l'Afrique et du Proche-Orient. Cette étude de X. Aurégan analyse les présences libanaises en Afrique de l'Ouest sous l'angle historique (première partie) et géopolitique (seconde partie, ci-après).

L'ANALYSE des différentes phases migratoires, de l'impact local des activités libanaises, de leur intégration plus ou moins réussie et souhaitée, voire imposée, suggère également de reconsidérer l'histoire récente du Liban par le prisme humain et migratoire. Les migrations ne se développent pas tant sur des éléments et/ou des opportunités extérieurs que sur des enjeux internes à l'État d'origine. Le Liban, à l'histoire contemporaine tourmentée, présente en cela un des cas les plus intéressants. Un enchevêtrement de causes et de composantes explique l'émigration dont l'urbanisation, la démographie religieuse – ou appartenance communautaire, chiite en particulier – et la crise économique et sociale induite par la guerre du Liban (1975-1990). En Afrique de l'Ouest, la période post-indépendance est celle de nombreux soubresauts et évolutions, politiques comme économiques. Sans freiner l'émigration ou l'attractivité de l'Afrique occidentale, elle contribue au développement des activités libanaises et, in fine, à l'implantation de plusieurs générations d'immigrants libanais.

I. La situation démographique très particulière du pays d'émigration

Représentant environ 1,5 % de la population des pays arabes et 1,3 % du Moyen-Orient (Dumont, 2005 : 422), le Liban est l'un des États présentant une densité des plus fortes au monde (en moyenne 400 habitants par km²). Entre 1970 et 2000, l'urbanisation [1]
connaît un développement sans précédent, malgré la guerre civile et l'opération « Paix en Galilée » de 1983 lancée par Ariel Sharon et Menahem Begin. La croissance du bâti est à mettre en parallèle avec l'émigration rurale, le taux de chômage et une transition démographique en phase avancée.

Document 1 : L'urbanisation de Beyrouth entre 1963 et 2003



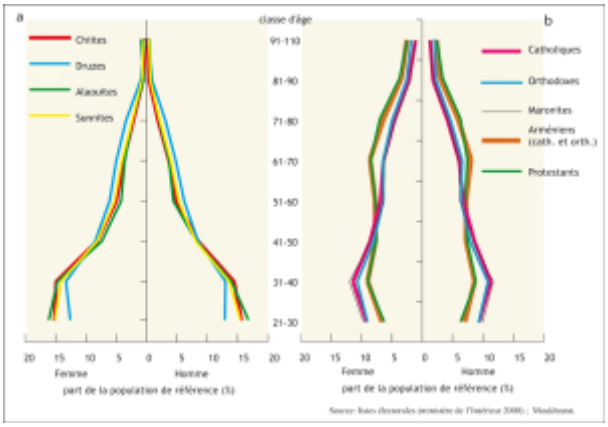
Cliquer sur la vignette pour voir en grand format

Source : VERDEIL, Éric, FAOUR, Ghaleb et VELUT, Sébastien, chapitre 4 : Les mutations territoriales, in *Atlas du Liban*, Études contemporaines, Institut français du Proche-Orient / CNRS Liban, 2007, pp. 91-115.

La rapide urbanisation libanaise pourrait se résumer ainsi : entre 1960 et 1990, la population rurale est passée de 58,5 % à 10 % de la population totale. Sur les cartes du document 1 montrant l'accroissement urbain et son débordement sur l'espace périurbain
[2] , Beyrouth apparaît comme la principale destination des migrations internes. Ces dernières ont principalement affecté les zones défavorisées et rurales du Sud : forcées du fait de la présence israélienne, ou choisies, du fait des conditions économiques précaires. Cette population du Sud,

chiite notamment, représente environ 50 % des foyers installés en banlieue beyrouthine contre seulement 1 % pour celles originaires du Nord-Liban. C'est en partie pour cette raison que les candidats à l'émigration vers l'Afrique de l'Ouest, durant la troisième phase, furent très majoritairement musulmans chiites.

Document 2 : La pyramide des âges des populations musulmanes et chrétiennes en 2000



Cliquer sur la vignette pour voir en grand format

Source : VERDEIL, Éric, FAOUR, Ghaleb et VELUT, Sébastien, chapitre 3 : population et peuplement, in *Atlas du Liban*, Études contemporaines, Institut français du Proche-Orient / CNRS Liban, 2007, pp. 64-90.

La conurbation beyrouthine accueillant un tiers de la population totale du Liban, la capitale ne put absorber ce flux régulier et substantiel de jeunes chômeurs. Entre 1970 et le début du XXIe siècle, si la population active du Liban double de 1,2 à 2,5 millions, entre 1974 et 1977, le PIB (Produit intérieur brut) se réduit de 64 % ; la situation macroéconomique ne s'améliore guère après 1990. La quasi-totalité des infrastructures a été détruite lors de l'occupation israélienne, le parc immobilier est ravagé et l'économie informelle se développe. Conséquemment, en 1980, le taux de chômage est estimé à plus de 20 % (dont plus de 60 % pour les moins de 30 ans). Les pyramides des âges [3] permettent d'apprécier les phases de transition démographique, plus avancées chez les populations chrétiennes (b) que chez les musulmanes (a). Ce sont ces dernières – et notamment les classes d'âge 21-30 et 31-40 ans – qui composent l'essentiel des flux migratoires libanais.

Dans ces conditions précaires et à tous niveaux (sanitaire, social, économique, politique et donc sécuritaire, en sus des clivages politiques, sociaux et religieux), le salut pour des centaines de milliers de jeunes est donc l'émigration. Environ 30 % des chômeurs de la période 1970-1990, et de fait d'une partie substantielle des émigrés, sont diplômés. Comparativement à leurs « homologues » algériens ou marocains, les immigrés libanais s'intègrent d'ailleurs plus aisément dans les marchés du travail des pays d'accueil. Aux États-Unis, en France ou en Côte d'Ivoire, le taux de chômage de ces migrants est en moyenne de 10 %, contre 20 à 25 % pour les immigrants originaires du Maghreb (Marwan Abi, 2010 : 37). Entre 1970 et 2000, le nombre de migrants libanais est estimé à 1 million. Entre 1991 et 2005, la diaspora libanaise aurait été multipliée par 5, passant de 2,5 à 13 millions d'individus environ, dont 1,2 million pour le continent africain (Dumont, 2005 : 431). Plusieurs images et expressions peuvent qualifier cette « désertion » : la « *saignée des forces vives du pays* » (Hourani et Shehadi, 1993, p. 1108) ou la fuite des compétences. De même, la stagnation démographique libanaise est en grande partie la conséquence de cette émigration. Elle doit également tenir compte du déséquilibre par genre, les migrants étant majoritairement des jeunes hommes. Seulement, l'émigration libanaise peut également être analysée comme bénéfique, voire

essentielle. Le Liban n'aurait-il pas implosé, n'aurait-il pas produit une crise plus profonde sans le soutien, l'appui, la bienveillance, l'influence et la médiation informelle de sa diaspora ?

La prégnance des liens sociaux, voire politiques, dans une configuration diasporique sont également rehaussés par les liens économiques, dont les transferts de fonds. En 2009, ces derniers représentent plus de 8 milliards de dollars, soit approximativement 22 % du PIB libanais [4]. Une étude de la Banque Mondiale [5] estime à 1 % les transferts au Liban de la diaspora libanaise en provenance du continent africain (contre 90 % pour l'ensemble des États de l'OCDE). Si les transferts de fonds des travailleurs migrants ont essentiellement pour origine les États-Unis, le Brésil, le Proche et Moyen-Orient ou l'Europe, il convient de ne pas marginaliser le rôle de l'Afrique de l'Ouest. Le réseau diplomatique officiel y est par ailleurs très présent.

Le Liban – « mosaïque religieuse contestée, avec des frontières contestées et une souveraineté contestée » (Dumont, 2005 : 445) – et à travers ses migrants en Afrique de l'Ouest, n'a pas substantiellement exporté ses déséquilibres. Le contexte géopolitique libanais et ses nombreuses composantes imposent tout de même ce point d'achoppement récurrent : la religion. C'est par ce prisme qu'est perçue la nécessité de se structurer, notamment à la fin des années 1970.

II. Une communauté libanaise indispensable aux pays africains d'immigration

Avant les indépendances, la population arabo-chrétienne d'Afrique, favorisée par la puissance coloniale, apparaît comme le liant entre les populations autochtones – alors porteuses de revendications émancipatrices – et la France. Dans un « entre-deux social, spatial, économique » (Taraf-Najib, Souha, 1995, p. 3), ces Libanais sont à la fois recherchés, marginalisés et critiqués. Néanmoins, ces intermédiaires négocient si bien leur statut et leurs positions qu'ils réussissent généralement à éviter les conflits, et ce, non seulement avec les populations locales, mais également avec les immigrants libanais de confession musulmane (chiites et druzes). En raison du faible nombre des immigrants libanais et de l' « encadrement » de la puissance coloniale, les rivalités socioreligieuses ne sont pas importées dans les pays d'accueil.

Puis, à partir des années 1970, ce n'est plus le cas lorsque l'émigration libanaise devient plus significative et à dominante chiite. Au Liban, les répressions et guérillas urbaines interconfessionnelles, en partie aggravées par l'assassinat du garde du corps de Pierre Gemayel [6] le 13 avril 1975, provoquent – outre la guerre civile – l'émigration de centaines de milliers de jeunes libanais. Ces immigrants créent, dans les pays d'accueil ouest-africains, de multiples organisations officielles et officieuses, généralement religieuses.

Conséquence de l'assimilation dans les sociétés sénégalaise ou ivoirienne par exemple, ou résultante de certaines rivalités internes, les tentatives organisationnelles sont réduites à leur plus simple expression, en l'occurrence, confessionnelle et politique. L'appartenance à la société d'accueil n'exclut pas pour autant la recherche ou le sentiment d'une certaine « libanité », cette relative exclusion sociale produite par des représentations autant « autocentrées » qu'étrangères au groupe social.

À la fin des années 1970, la nécessité (réelle ou perçue) des immigrants libanais de se structurer en tant que « communautés » apparaît. À Dakar, les antagonismes religieux sont si prégnants qu'un cheikh d'origine libanaise intervient en tant que médiateur moral entre les communautés maronites et chiites. Par la suite, Il est reconnu « grand marabout » par ses confrères sénégalais. Les diverses organisations musulmanes, représentant les immigrants libanais chiites, sont contestées par la frange maronite plus aisée et mieux intégrée. Cette dernière crée une institution laïque :

l'*Alliance* [7] (ou Mission Notre-Dame du Liban) [8].

Nonobstant ces conflits internes, certains Libanais et familles réussissent tout particulièrement. Au Sénégal, les Borji deviennent incontournables dans le secteur de l'immobilier, via Abdou Karim [9], ou au sein de l'armée s (Faez Borji, général). Preuve de leur intégration, l'élection des députés Mahmoud Saleh et Samir Abourizk au Parlement sénégalais [10]. Au Liberia, Monie Ralph Captan est ministre des Affaires étrangères entre 1996 et 2003. En Côte d'Ivoire, Roland Dagher et Fouad Omaïs, nommés par Laurent Gbagbo au Conseil Economique et social ivoirien ou encore, auparavant, Georges Wognin, Directeur du Protocole d'État sous le président Félix Houphouët-Boigny. En Côte d'Ivoire toujours, le plus célèbre Libanais est certainement Pierre Fakhoury, architecte ayant conçu la basilique Notre-Dame de la Paix et en charge du Programme spécial de transfert de la capitale à Yamoussoukro. De par leurs réussites personnelles, familiales et leurs relations étroites avec les acteurs économiques et politiques français – et locaux – ces familles et individus ont influé et influencent encore la vie économique de certains États ouest-africains. Indissociables de la croissance, des créations d'emplois dans l'économie formelle, et donc de la création de richesses ou de l'attractivité de ces États, des Libanais parvinrent parfois à conquérir la sphère politique, en témoignent les postes obtenus en Côte d'Ivoire. Souvent stigmatisés comme « étrangers », ces Libanais se perçoivent essentiellement comme Ivoiriens, Sénégalais ou encore Maliens [11].

D'une manière générale, les acteurs économiques et sociaux libanais représentent une partie substantielle du dynamisme ouest-africain. Au Sénégal, ils sont par exemple une centaine de médecins une partie non négligeable des avocats ou ingénieurs, des enseignants privés ou des pharmaciens. En Côte d'Ivoire, environ 60 % du parc immobilier est détenu par la communauté libanaise, notamment à Cocody ou à Marcory. La distribution (80 %), le secteur industriel (40 %), le commerce (75 %) ou l'exploitation forestière (55 %) sont également certaines activités prisées (Labaki, 1993 : 104-107). Fort de ce poids économique incontestable (environ la moitié de l'économie ivoirienne), une chambre de commerce libanaise a été inaugurée en octobre 2010 à Abidjan. Cette « communauté économique » emploierait environ 500 000 personnes, soit autant que la fonction publique. Ayant bénéficié des privatisations imposées par les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, les Libanais ouest-africains ont également profité d'une relative baisse des investissements français, voire d'un retrait (Côte d'Ivoire). En effet et malgré l'absence de statistiques officielles, le parc immobilier du quartier de Marcory à Abidjan ou de la commune résidentielle de Cocody, auparavant propriétés des ressortissants français, fut en majorité racheté par la communauté libanaise après 2004-2005 – profitant du dégonflement de la bulle immobilière après les journées du 6 au 9 novembre [12]. Selon les témoignages et articles de l'époque, plusieurs commerces et logements libanais auraient également été la cible des jeunes patriotes pro-Gbagbo.

Conclusion

L'implantation des Libanais en Afrique a été initialement organisée par la puissance coloniale qu'était France. Après les années 1960, elle s'est développée davantage en raison de facteurs internes au Liban, que du fait des opportunités offertes par l'Afrique. S'il ne convient pas ici d'occulter l'attractivité certaine du continent et plus précisément de l'Afrique de l'Ouest, l'addition – et non l'enchevêtrement – de faits historiques, économiques, politiques, voire religieux, a produit et crée une authentique communauté libanaise en Afrique. Au sein de cette dernière, les points d'achoppements sont relativement peu nombreux eu égard au(x) contexte(x) prévalant dans cet État arabe. Par ailleurs, l'attitude de plusieurs Libanais, latitudinaire, doit être largement relativisée. Malheureusement, la majorité des Libanais doivent composer avec ces représentations, cette imprégnation et ce, malgré une infaillible volonté d'intégration dans leur pays africain

d’immigration.

Avant 1960, l’intégration « réussit » pour la majorité de ces migrants et en particulier pour les familles ayant eu ou su développer d’excellentes relations avec la puissance coloniale. Après les indépendances, il en est de même pour les Libanais qui entretiennent de bonnes relations avec les acteurs économiques et politiques africains des pays concernés. Aussi, bien que contrainte pour beaucoup, l’émigration se révéla-t-elle une opportunité économique pour certaines familles aisées, éduquées et ambitieuses.

Acteurs du développement ouest-africain et en partie garants de sa stabilité économique, les libanais d’Afrique occidentale sont également et directement en concurrence avec les ressortissants des puissances émergentes qui trouvent, dans les marchés africains, des niches et portes d’entrée concurrentielles [13].

Concurrencés par l’arrivée de centaines de commerçants chinois sur le boulevard du Centenaire à Dakar ou à Adjamé pour Abidjan, les grossistes libanais disparaissent progressivement de ces secteurs. Une « guerre économique que l’on a déjà perdu » selon « Sam », l’un des derniers Libanais à proposer des marchandises – chinoises. L’évolution des professions occupées par la communauté libanaise africaine a déjà démontré les qualités d’adaptation de cette communauté. Les nouvelles concurrences imposées par la Chine ont d’ores et déjà permis une réorientation des investissements (transports, industrie, manufactures, services) : c’est bien ici que réside l’enjeu économique de la communauté libanaise au XXIe siècle.

Copyright Octobre 2012-Auregan/ Diploweb.com

Plus

. Voir la première partie de l’article de Xavier Aurégan, "« Communauté » libanaise en Afrique de l’Ouest" Voir

. Voir "L’Atlas du Liban. Territoires et société", de Éric Verdeil, Ghaleb Faour et Sébastien Velut, avec les contributions de Franck Mermier (préfacier) et Mouïn Hamzé (préfacier) Voir en ligne sur le site de l’IFPO

Bibliographie

Abdulkarim, Amir, *Les Libanais en France : évolution et originalité*, REMI, Vol. 9 N°1, 1993, pp. 113-129.

Aurégan, Xavier, *Les enjeux géopolitiques de la percée chinoise au Sénégal – La puissance asiatique au pays de la teranga*, Éditions Universitaires Européennes, Institut Français de Géopolitique, 2011, 208 p. Voir

Binet, J., *Les Libanais en Afrique francophone*, Kroniek van Afrika, IRD, 1975/3, pp. 258-265.

Bourgi, Albert, *Libanais en Afrique, ou d'Afrique ?*, Outre-Terre, 2005/2, N° 11, pp- 149-153.

Cuche, Denys, *L'immigration libanaise au Pérou : une immigration ignorée*, Journal de la Société des Américanistes, Tome 83, 1997, pp. 173-199.

Dumont, Gérard-François, *Les populations du Liban*, Outre-Terre, n°13, 2005/4, pp. 419-445.

Labaki, Boutros, *L'émigration libanaise en Afrique Occidentale sud-saharienne*, REMI, Vol. 9 N°2, 1993, pp. 91-112.

Marwan Abi, Samra, *L'émigration libanaise et son impact sur l'économie et le développement*, BIT, 2010, 115 p.

Peleikis, Anja, *The emergence of a translocal community – the case of a south lebanese village and its migrant connections to ivory coast*, CEMOTI, N° 30, 2000, pp. 297-318.

Robequain, *Charles, Problèmes de l'économie rurale en A.O.F.*, in Annales de Géographie. 1937, t. 46, n°260. pp. 137-163.

Salloum, Yaacoub et Hanna, Fadi, *L`économie libanaise comme une économie de transfert*, Mémoire de Master I, Université Libanaise, 2010, 76 p.

Taraf-Najib, Souha, *Territoires migratoires, territoires de familles chez les Libanais de Dakar ; Espace en mouvement et culture locale*, URBAMA, Tours, 1995, 7p.

Verdeil, Éric, Faour, Ghaleb et Velut, Sébastien, *Atlas du Liban*, Territoires et société, IFPO, 2007, 210 p.

Sitographie :

Lebanese Emigration Research Center (LERC) : ndu.edu.lb/lerc/Index.htm

World Lebanese Cultural Union (WLCU) : wlcu.com/index.php ?option=com_frontpage&Itemid=1

Union culturelle franco-libanaise : libanvision.com/ucfl.htm

P.-S.

Doctorant à l'Institut Français de Géopolitique – Université Paris VIII

Notes

[1] Cf. VERDEIL, Éric, FAOUR, Ghaleb et VELUT, Sébastien, chapitre 4 : Les mutations territoriales, in *Atlas du Liban, Études contemporaines, Institut français du Proche-Orient* / CNRS Liban, 2007, pp. 91-115.

[2] Voir également le document d'Émilie Vandal-Piché intitulé « L'aménagement du Liban : l'urbanisation d'un territoire.

[3] Cf. VERDEIL, Éric, FAOUR, Ghaleb et VELUT, Sébastien, chapitre 3 : population et peuplement, in *Atlas du Liban, Études contemporaines, Institut français du Proche-Orient* / CNRS Liban, 2007, pp. 64-90.

[4] lecommercedulevant.com/node/19096

[5] Une étude à relativiser, le nombre de migrants étant largement sous-estimé, ainsi que les précédentes générations libanaises s'étant installées en Afrique (Marwan Abi, 2010 : 77).

[6] Pierre Gemayel (1905-1984), catholique maronite, fut un leader politique fondateur du parti Kataeb (ou phalangiste) et père de Bachir et Amine Gemayel, respectivement présidents libanais entre août et septembre 1982, et, septembre 1982 et septembre 1988.

[7] Institution a priori laïque souhaitant regrouper l'ensemble des acteurs libanais au Sénégal, mais restructurée en simple association chrétienne à but caritatif, des rivalités de pouvoirs endogènes ayant empêché son développement.

[8] Historique issu de l'entretien avec Samir Jarmache, vice-président de l'Alliance ; Dakar, janvier 2007.

[9] Une rue dakaroise, sur le Plateau, est dédiée à Abdou Karim Bourgi (photographie) qui fut par ailleurs candidat à la mairie de Dakar.

[10] libanvision.com/diaspora.htm

[11] Entretiens effectués entre 2008 et 2011 au Sénégal, au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

[12] Le 6 novembre 2004, le bombardement de la base française de Bouaké par deux Sukhoï de l'armée ivoirienne, entraîne, outre la riposte française motivée par la mort de deux militaires français, une « chasse aux français » et plus largement occidentaux. Elle est en partie le fait de Charles Blé Goudé, alors fondateur de l'Alliance des jeunes patriotes. Son appel du 6 novembre est considéré comme le point de départ des violences à l'égard des étrangers, et notamment de la communauté française.

[13] Conflit des « Lêkê » libanais et Chinois, Allafrica.com, 03-02-2011, fr.allafrica.com/stories/201102030870.html